

## **Changement institutionnel et technologie : la Russie est-elle veblenienne ?**

**Julien Vercueil**  
**IUT Jean Moulin, Lyon**  
**CEMI, EHESS**

Texte présenté au séminaire « Institutions et développement »,  
MATISSE, Université de Paris 1.  
Paris, 7 mars 2003

*Version préliminaire. Commentaires bienvenus*

Penser l'endogénéisation du changement institutionnel suppose d'adopter une approche élargie de la perspective économique. Les traditions d'analyse qui se sont donné ce projet ont tenté d'associer le raisonnement économique à d'autres disciplines, au premier rang desquelles se situent l'histoire, les sciences politiques, la sociologie et parfois, la psychologie. Ces prémisses acceptées et sauf à faire de l'histoire, des relations politiques et sociales ou du psychisme un simple décor dans lequel les décisions économiques régneraient en maîtres, l'économiste tente de mettre au jour les relations changeantes entre institutions, comportements et production de richesses.

Pour simplifier, nous pouvons distinguer dans l'histoire contemporaine des théories économiques deux grandes tentatives d'endogénéisation du changement institutionnel. La première donne la primauté au conflit en tant que moteur du changement, au sein d'une longue tradition dominée par les travaux de K. Marx. La deuxième insiste davantage sur le rôle de la technologie et de l'innovation, dans une perspective évolutionniste dont T. Veblen est l'un des premiers représentants. C'est cette dernière ligne d'analyse que nous tenterons de suivre, en nous posant la question de sa pertinence pour la compréhension du phénomène contemporain de la transition.

La transition, telle qu'elle a été expérimentée en Europe de l'Est et dans certains pays asiatiques depuis plus de dix ans, représente en effet le changement institutionnel par excellence. Elle suppose un bouleversement fondamental des « habitudes de pensées et d'action » prévalant dans la société. Elle nécessite un changement complet de législation, transforme les déterminants de la hiérarchie sociale et altère la finalité des comportements économiques et sociaux. Pour ces raisons, la transition constitue un terrain particulièrement fécond pour l'analyse du changement économique et institutionnel.

Les pays en transition présentent une autre particularité qui est d'avoir développé, tout au long de leur histoire socialiste, des systèmes techniques et productifs en grande partie originaux par rapport aux systèmes occidentaux. Ces systèmes ont été construits à l'abri d'une protection douanière très surveillée, qui a longtemps limité les possibilités de diffusion technologique entre l'Est et l'Ouest. Pour ces pays, la question du rôle de la technologie dans le changement institutionnel se double de celle de leur héritage technologique et de sa confrontation aux systèmes techniques occidentaux à partir du moment où les frontières ont commencé à s'ouvrir. Pour les économies en transition, les relations entre changement institutionnel et technologie sont donc inséparables de la question de l'ouverture à l'extérieur.

Ce travail étudie la question en s'appuyant sur l'exemple de la Russie. L'idée que l'URSS a été contrainte de s'ouvrir de manière croissante aux technologies occidentales à partir des

années 1980, sous la pression d'un retard croissant accumulé dans certaines technologies clef à partir des années 1970, est désormais largement acceptée (Malleret [1992], Sapir [1992], Boyer [1993], Kouznetsov [1997], Jordan [1999]). On peut également soutenir la thèse que cette ouverture a exercé, parmi d'autres événements, une influence déstabilisatrice sur les institutions soviétiques à partir du milieu des années 1980 (Sapir [1992], Vercueil [2002a]). La vision veblenienne de l'influence à long terme de l'évolution technologique sur le changement institutionnel pourrait ainsi trouver un argument empirique dans le cas soviétique. Inversement, les trajectoires économiques et technologiques des pays en transition ont divergé de manière particulièrement frappante. Parmi les éléments explicatifs de ces divergences, les analyses comparatives ont accordé depuis quelques années un poids croissant aux facteurs institutionnels (Kornai [1999:2001], IMF [2000], World Bank [2002]). La période écoulée depuis les débuts de la transition offrirait donc une illustration intéressante de l'impact en retour du changement institutionnel sur le changement technologique selon un processus que T. Veblen a, parmi d'autres, analysé. Enfin, la problématique actuellement défendue par les autorités russes, qui vise à favoriser un redéploiement technologique susceptible de contenir le retard accumulé sur les puissances occidentales en matière de nouvelles technologies, offre un aperçu des implications pratiques de la réflexion sur la possibilité de sortir d'un *lock-in* technologique défavorable, réflexion qui n'est pas étrangère à la perspective veblenienne.

Pour autant, la Russie illustre-t-elle parfaitement la perspective tracée il y a un siècle par les travaux de T. Veblen ? Nous ne le pensons pas. Notre analyse s'efforcera de montrer que si l'analyse veblenienne permet une approche stimulante de l'interaction entre changement technologique et changement institutionnel, elle doit être complétée par la prise en compte des comportements organisationnels et des politiques menées pour proposer une lecture plus satisfaisante de la trajectoire russe. Pour cela, nous étudierons dans un premier temps la façon dont l'évolution technologique et la dynamique institutionnelle interagissent dans le contexte russe. Nous nous appuierons ensuite sur les questions laissées en suspens par ce premier angle d'approche pour montrer l'intérêt d'une analyse des stratégies menées par les gouvernements et les organisations en matière de développement technologique et institutionnel. Nous placerons ainsi les choix collectifs au centre de la dynamique institutionnelle.

### ***1. La Russie contemporaine et la dimension technologique du « hiatus institutionnel »***

T. Kozul-Wright et P. Rayment ont eu recours au terme de « hiatus institutionnel » pour analyser les difficultés rencontrées par les pays de l'Est au cours de leur transition. Le hiatus institutionnel est la période durant laquelle les anciennes institutions formelles du communisme cessent de jouer leur rôle, alors que les institutions destinées à les remplacer ne se sont pas encore imposées (Kozul-Wright et Rayment [1997]). Cette période est porteuse de risques importants dans la mesure où la forme prise par les institutions de substitution et l'altération du cadre précédent laissent ouverte la possibilité d'une configuration aux conséquences parfaitement imprévisibles sur les comportements et l'activité économique. Le recours à la figure du hiatus institutionnel nous est utile pour aborder la première facette de la liaison entre technologie et changement institutionnel : celle de l'influence des transformations des institutions sur l'évolution des technologies.

### **Hiatus institutionnel et rupture technologique**

Dans le cas russe, la transformation institutionnelle provoquée par la transition a produit des effets particulièrement puissants sur la capacité technologique du pays. Deux chocs en particulier ont touché très profondément le capital productif national : la rupture des liaisons

productives issues du socialisme et l'irruption d'une pression concurrentielle inconnue jusque là. Ces événements sont tous deux issus de changements institutionnels majeurs intervenus dans les toutes premières années de la transition russe (1991-1994). Le premier est lié aux dissolutions successives du CAEM et de l'URSS ; le second, à l'ouverture rapide de l'économie russe aux importations.

La dégradation des relations commerciales au sein du CAEM date du milieu des années 1980. L'organisation et la nature des échanges en jeu induisaient des tensions importantes entre les pays membres. Deux types d'échanges obéissaient à deux logiques bien différentes : en raison de leur faible niveau de qualité relative et du retard des techniques de production utilisées, la plupart des produits manufacturés issus du système productif planifié avaient très peu de chances de trouver des débouchés sur les marchés occidentaux. En revanche, les matières premières et les produits d'extraction bénéficiaient d'opportunités importantes sur ces marchés, tandis que l'organisation des paiements au sein du CAEM et le mode de fixation des prix entraînaient des coûts d'opportunité importants pour toute livraison aux pays frères. J. Kornai a qualifié la première catégorie de « produits faibles » et la seconde de « produits forts » dans le cadre des échanges intra-CAEM (Kornai [1992], p. 352). Les comportements stratégiques au sein de l'organisation ont tendu à minimiser l'exportation de produits forts et à maximiser l'exportation de produits faibles, ce qui aurait dû entraîner une *loi de Gresham* des produits au sein du CAEM. Ce phénomène a été cependant limité jusqu'à la fin des années 1980 par le rôle de « fournisseur en dernier ressort » de produits forts joué par l'URSS dans le système. En revanche, l'idée que les règles du CAEM ont tendu à plafonner les échanges à un niveau réduit possède de solides arguments théoriques et empiriques (Lavigne [1973], Holzman [1987], Economic Commission for Europe [1992]). Les débuts des réformes dans les pays du CAEM ont rapidement exacerbé les tensions préexistantes, en multipliant pour les pays membres les incitations à l'évasion hors du système d'échanges contraints que constituait une telle organisation. De ce point de vue, la fin du CAEM peut donc être lue comme la conséquence ultime de l'incapacité de cette institution à s'adapter à la divergence croissante des évolutions technologiques de part et d'autres du rideau de fer.

A l'inverse, les conséquences de la dissolution du CAEM sur les trajectoires technologiques des pays en transition ont été significatives. Les différents niveaux de spécialisation induits par la planification concertée au sein de l'organisation – en produits finals, en équipements productifs, sur des stades de production ou sur des composants – avaient eu pour conséquence de créer des liens de dépendance technologique parfois critiques entre les pays membres (Bogomolov [1989]). La destruction du CAEM a été rapidement identifiée comme l'un des facteurs de la dépression qui a touché l'ensemble de la région à partir de 1990 : certaines évaluations ont estimé à 50 % la contribution de la dissolution du CAEM à la chute de la production. Les ruptures de livraisons liées aux changements de prix relatifs et les relations d'interdépendance technologiques créées par quarante années de spécialisation planifiée ont joué un rôle dans les réactions en chaîne affectant les filières industrielles traditionnelles (Brabant [1991], Luft [1991], Economic Commission for Europe [1992], Commissariat Général au Plan [1993], Portes [1994]).

Le même phénomène s'est reproduit à l'échelle de l'URSS, puis à celui de la Russie. La dissolution de l'URSS en 1992 est intervenue dans un contexte de contraction des échanges régionaux. Elle a en retour aggravé ce repli en légitimant les restrictions spontanées observées depuis la fin des années 1980. Or l'héritage de la planification soviétique était similaire dans son principe à celui décrit plus haut à l'échelle du CAEM : même si des contre-tendances ont pu s'exprimer dans certaines entreprises, la planification impliquait une spécialisation

géographique des activités relativement détaillée<sup>1</sup>. De plus, son influence était nettement plus forte au sein de l'URSS que dans le cas du CAEM : elle avait été élaborée dans un cadre institutionnel plus rigide et sur une plus longue durée. Dans ces conditions, la vulnérabilité de la production industrielle russe aux ruptures d'approvisionnement régionales (à l'échelle de l'URSS ou des sujets de la Fédération de Russie) était bien supérieure à l'image qu'en donnaient les seules statistiques des flux d'échanges entre républiques du début des années 1990, suggérant une contribution possible de 30 % de la chute des échanges à la chute de la production (Economic Commission for Europe [1992]). La multiplication des barrières (réglementaires, tarifaires, ou monétaires) aux échanges inter-régionaux est ainsi responsable d'une part importante de la dépression industrielle russe de cette période. Elle illustre la liaison forte existant entre le changement institutionnel, la matrice technologique et l'évolution économique d'une région intégrée.

La troisième dimension du changement institutionnel affectant les relations économiques extérieures de la Russie a été l'ouverture commerciale à l'Ouest. Il faut tout d'abord rappeler que cette ouverture, parcimonieuse dans la deuxième moitié des années 1980, s'est véritablement affirmée au début de l'année 1992, tout en prenant une forme asymétrique et asynchrone : les importations ont été libéralisées avant les exportations, et le rythme de libéralisation n'a pas été le même partout (Vercueil [2002a], pp. 149-198). L'ouverture initiale des importations a été particulièrement radicale, impliquant une exposition des producteurs russes à une concurrence frontale et immédiate de la part des entreprises étrangères. Dans le cadre économique préexistant en Russie, caractérisé par une arriération technologique et commerciale généralisée à presque tous les secteurs des biens manufacturés et à l'ensemble des services, une telle ouverture (suppression de tous les tarifs douaniers sur les importations, et subvention des importations alimentaires de première nécessité soumises à licence) ne donnait aucune chance d'adaptation à court terme au système productif national. De fait, malgré la réintroduction tardive de tarifs douaniers sur les importations, la production industrielle russe a subi une chute sans précédent durant les cinq premières années de la transition, entraînant une dévalorisation massive du stock de capital et un plongeon abyssal de l'investissement, par le biais d'un mécanisme classique d'accélérateur négatif (Tableau 1).

**Tableau 1. Evolution des importations et des indicateurs d'activité productive de la Russie (% , 1992-1996)**

	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>	<b>1995</b>	<b>1996</b>	<b>1992-1996</b>
<b>PIB</b>	-14,5	-8,7	-12,6	-4,0	-3,4	<b>-35,4</b>
<b>Production industrielle</b>	-18,2	-14,2	-20,9	-3,0	-4,5	<b>-48,6</b>
<b>Investissement productif</b>	-40	-12	-24	-10	-18	<b>-70,4</b>
<b>Importations</b>	n.s.*	+14,5	+11,9	+12,7	+12,1	<b>+52,2</b>

Sources : Goskomsat, Banque Centrale de Russie.

\* moyenne des estimations sur données partielles pour janvier-juin : - 6% (Source : ECE [1992]). Mais l'ampleur des erreurs de comptabilisation et des difficultés de valorisation pour l'année 1992 nous paraît trop grande pour accorder du crédit à cette estimation.

Pour compléter cet aperçu, il faut remarquer que la nature de l'insertion de la Russie dans l'économie mondiale est restée relativement stable durant la transition : à partir d'une structure initiale de commerce extérieur caractérisée par une prédominance des matières premières dans ses exportations vers l'Ouest et d'une majorité de biens de consommation courante dans ses importations, la Russie a conservé cette composition tout au long des

<sup>1</sup> En 1990, 675 entreprises de l'Union Soviétique fabriquant un millier de produits différents, représentaient plus de 25 % de la production considérée. Pour 450 produits, les producteurs représentaient plus de 75 % du total de la production soviétique (chiffres du Goskomstat cités par Treivich [1995]).

années 1990, perdant même progressivement sa compétitivité dans les quelques exportations intensives en technologie qu'elle réalisait initialement vers l'Union Européenne<sup>2</sup>.

En première analyse, la nature du choc concurrentiel lié à l'ouverture à l'Ouest est assimilable à ce que l'on peut, s'appuyant sur les analyses de G. Dosi, K. Pavitt et L. Soete, qualifier de *choc schumpeterien*. Selon ces auteurs, la dimension technologique de la concurrence devient aujourd'hui dominante, poussant à un type de spécialisation différent de celui prévu par la théorie traditionnelle des avantages comparatifs :

« Les avantages absolus, en termes d'asymétries technologiques concernant les produits et les processus sont probablement dominants par rapport aux avantages comparatifs en tant que déterminants de la participation de chaque pays au commerce mondial » (Dosi *et alii* [1990], p. 199).

Les auteurs distinguent trois niveaux d'ajustement des entreprises aux changements de conditions de leur environnement : l'ajustement ricardien – comme réponse aux changements de coûts, de prix et de quantité à technologie donnée -, l'ajustement keynésien – comme réponse aux changements de rythme de croissance de la demande – et l'ajustement schumpeterien – comme réponse aux opportunités commerciales et aux perspectives de profit associées à un changement technologique sur un produit ou un marché -. Or plus un pays accuse de retard dans les technologies émergentes, plus la logique d'ajustement ricardien entre en conflit avec celle de l'ajustement schumpeterien : la première implique de spécialiser le profil industriel du pays dans les productions susceptibles de générer les recettes maximales à court terme, tandis que la deuxième suppose d'investir dans le rattrapage technologique dans l'espoir d'engranger les bénéfices à long terme de la « montée en gamme » de l'industrie nationale. D'où la *conjecture de Kaldor*, reprise par la théorie évolutionniste contemporaine de la spécialisation internationale : si différents secteurs de l'économie nationale présentent des disparités significatives de potentiel concurrentiel dynamique – en termes d'économies d'échelle, de progrès technique, d'effets d'apprentissage, de division du travail, etc. -, les spécialisations qui seraient efficaces du point de vue des critères ricardiens peuvent entraîner des irréversibilités préjudiciables au potentiel technologique d'un pays à long terme. En effet, les choix allocatifs présents influencent directement la répartition et le rythme d'évolution futur des coefficients techniques, donc des possibilités futures d'ajustements keynésien et schumpeterien (Dosi *et alii* [1990], Nelson [1996]). Dans cette perspective, la variable pivot des effets technologiques des changements de l'environnement devient l'investissement productif.

Le cas de la Russie illustre parfaitement l'action en retour de la chute de l'investissement sur la production. L'épuisement progressif du stock de capital par non renouvellement aggrave le retard technologique de la Russie tout en augmentant les risques de déclin de la production nationale, y compris dans les secteurs non importateurs. La production gazière, dominée par le monopole semi-public *Gazprom*, mais également les productions pétrolière et de charbon n'ont cessé de décliner durant les années 1990 faute d'investissements suffisants dans le renouvellement des infrastructures de production et de transport (Graphique 1). Le sous-investissement prolongé a fini par entraîner des ruptures d'approvisionnement en matière de chauffage urbain et d'électricité, qui ont affecté les conditions sanitaires d'une partie de la population russe. Cette situation paraît d'autant plus paradoxale qu'elle intervient dans un

---

<sup>2</sup> En 1993, sur les quinze premières branches exportatrices de l'économie russe, deux seulement relevaient de branches intensive en recherche et développement (les productions d'automobiles et de bateaux). Au cours de la période 1993-2000, ces deux branches ont perdu leur position au profit de produits semi-finis (papier et produits laminés à froid) (Soos *et alii* [2002]).

secteur fortement exportateur (au moins pour les production gazière et pétrolière), dont le potentiel compétitif et la rentabilité sont largement supérieurs à la majorité des autres branches industrielles.

### **Rupture technologique, transformations sociales et changement institutionnel**

Peut-on observer dans la Russie contemporaine des phénomènes de *feed-back* de la détérioration des performances techniques sur les transformations institutionnelles ? Il est difficile de répondre de manière tranchée à cette question, principalement parce que la durée des changements observés reste malgré tout relativement faible au regard de l'ampleur des phénomènes en jeu : onze ans se sont écoulés depuis le début de l'ouverture économique de la Russie, ce qui est trop peu pour avancer des analyses définitives à propos de l'impact du changement technologique sur l'évolution institutionnelle. Malgré tout, on peut identifier des liaisons théoriques relativement simples entre rupture technologique et modes de vie : en toute logique, l'appauvrissement de la production nationale doit se traduire dans un premier temps par une perte de productivité, qui dans un contexte d'absence de soutien extérieur des niveaux de production ne peut que déboucher sur une dégradation du niveau de vie, entraînant une transformation des modes de consommation et des modes de vie. Les changements institutionnels ne surviendraient alors qu'au bout de cette chaîne causale, dont le déroulement peut s'étendre sur plusieurs années.

Cette liaison est indiscutablement à l'œuvre dans la transition russe. Les effets des transformations sur la société russe, initialement sous-estimés, ont été abondamment documentés à partir de la fin des années 1990 (Ellman [2000], Kontorovich [2000], World Bank [2000], OCDE [2001a], World Bank [2002]). La profondeur de la dégradation des conditions d'existence est attestée par divers indicateurs sanitaires, sociaux et démographiques : l'indice de Gini de concentration des revenus a pratiquement doublé en Russie entre 1988 et 1998, tandis que le revenu par habitant chutait de plus de 40 %. Sur l'ensemble des pays en transition, le nombre d'habitants vivant avec moins de 1 dollar par jour a plus que triplé en dix ans (World Bank [2002], p. 8). En Russie, la pauvreté s'accroît rapidement sur la période, quel que soit l'indicateur utilisé pour la mesurer (OCDE [2001a], pp. 43-62). L'incidence de la détérioration des conditions sanitaires<sup>3</sup> et sociales, particulièrement forte sur la structure de la consommation<sup>4</sup>, se fait sentir jusque dans les variables démographiques. Les transformations subies par la Russie se traduisent par une baisse progressive de l'espérance de vie, particulièrement aiguë chez les hommes. Le nombre de naissances cesse d'augmenter en 1987 tandis que celui des décès commence sa progression dès 1986. Il apparaît très clairement que le processus de transition a démultiplié le stress subi par la population : les tendances à l'œuvre depuis 1986 se sont accentuées de manière particulièrement dramatique entre 1992 et 1995. Le solde démographique naturel de la Russie devient négatif en 1992. A partir de 1993, le rythme de décroissance de la population russe avoisine les 800000 par an (Graphique 2).

Ces évolutions lourdes révèlent l'emprise de l'accroissement de l'adversité de l'environnement sur la vie quotidienne des Russes. Le niveau d'incertitude atteint son paroxysme en 1998 avec la crise d'août et la dévaluation du rouble. Dans ce contexte, les représentations collectives ne peuvent que traduire le haut degré de dépréciation du présent et

---

<sup>3</sup> Entre 1990 et 1997, l'incidence de la tuberculose a été multipliée par 2. Le nombre de cas de syphilis est passé de 13,4 à 277,3 pour 100000 habitants, celui de troubles psychiques de 274,3 à 348,2. Durant la seule période 1992-1994, le nombre des homicides a augmenté de 100 %, celui des décès dus à l'alcool de 183 %, celui des suicides de 45 % (OCDE [1995], Dunlop [1999]).

<sup>4</sup> Entre 1990 et 1997, la consommation d'œufs aurait chuté de 31 %, celle de viande de 35 %, celle de lait de 41 %. La consommation de pommes de terres aurait au contraire augmenté de 19 %.

du futur prévalant dans la population. Elles font apparaître une nostalgie du passé qui prend rétrospectivement l'aspect d'un « âge d'or » pour les populations aux prises avec un chaos institutionnel aux conséquences redoutables<sup>5</sup>. La perte des références passées et la fin de la puissance économique et militaire de l'URSS sont identifiées à la cause des maux dont souffre la société russe. Il en résulte un basculement des valeurs, perceptible dans les jugements de plus en plus critiques émergeant à l'égard de l'Occident et de son modèle (Dunlop [1999]).

Si le terme d'institution doit être limité à son sens veblenien d'habitudes de pensées et d'actions, on peut dire alors que le retour des transformations productives et technologiques sur les institutions s'est vérifié en Russie à partir de la deuxième moitié des années 1990. L'un des principaux leviers de cette rétroaction est la quasi disparition de l'investissement, qui a contribué à la destruction du potentiel productif et à la dégradation des niveaux de vie qui en a découlé. La présente lecture de l'interaction entre ruptures technologiques et changement institutionnel dans le cas de la Russie fournit donc un terrain adapté, semble-t-il, à la richesse de l'analyse veblenienne de l'évolution économique (Brette [2003]).

Toutefois, cette approche laisse en suspens un certain nombre de questions posées par l'analyse de la trajectoire de la Russie. Elle ne permet pas de comprendre les raisons de l'ouverture asymétrique expérimentée par la Russie à partir de 1992. Elle laisse également de côté l'explication de l'absence prolongée de reprise de l'investissement en Russie, après le choc transitionnel initial. Surtout, pourquoi l'investissement est-il resté aussi faible dans des secteurs qui n'ont pas connu de choc concurrentiel radical, comme les branches énergétiques ? Enfin, l'analyse présentée jusqu'ici s'est limitée à constater la faiblesse du soutien financier extérieur au processus de transition russe, sans pouvoir avancer d'explication à ce constat. Pour tenter de répondre à ces questions, il faut considérer les stratégies mises en œuvre par les acteurs collectifs dans le cadre de la transition.

## ***2. Au-delà de la technologie : stratégies et développement économique***

La ligne d'analyse suivie jusqu'à présent n'a laissé que peu de place à l'action collective. Or celle-ci joue un rôle majeur dans l'interaction entre changement institutionnel et technologie : au sein des organisations, l'action collective prend la forme des politiques menées par les organisations gouvernementales et des stratégies des organisations productives privées et semi-publiques. Ce sont ces stratégies et ces politiques qui déterminent à court terme les orientations technologiques et institutionnelles des économies. Elles sont le produit d'une délibération collective, qui s'appuie sur des ressources et un jeu de rationalités relatifs à un contexte donné. Le cas de la Russie illustre le rôle que les stratégies peuvent jouer dans la détermination de trajectoires économiques, institutionnelles et technologiques particulières.

### **Stratégies industrielles russes dans un environnement incertain**

Le premier problème qu'il nous faut tenter de résoudre concerne le comportement d'investissement des entreprises russes. Si la thèse du choc schumpeterien permet de mieux comprendre l'effondrement de l'activité de nombreuses entreprises industrielles brutalement exposées à une concurrence supérieure en technologie, elle reste impuissante à expliquer que le sous-investissement ait également touché des secteurs exportateurs. En quoi la stratégie

---

<sup>5</sup> Un sondage conduit en janvier 1999 par l'institut public VTsIOM indiquait qu'une majorité de russes considéraient l'ère Brejnev comme un âge d'or pour leur pays. Un autre sondage faisait apparaître que 54 % des répondants auraient préféré être nés sous Pierre le Grand.

apparente de désinvestissement des exportateurs russes présente-t-elle une forme de rationalité ?

L'analyse de certaines conséquences du hiatus institutionnel permet d'avancer une première explication : les changements radicaux de structure des prix relatifs, de cadre concurrentiel et de formes de propriété ont produit un environnement caractérisé par une forte incertitude et une structure d'incitations labile. La thérapie de choc et ses conséquences ont ouvert des possibilités insoupçonnées d'enrichissement à court terme pour les agents pourvus des ressources suffisantes pour en tirer parti, tout en créant des menaces potentielles incomparablement plus fortes qu'auparavant pour les agents les plus vulnérables. Cette nouvelle structure de gains et de pertes potentiels, dans un environnement constamment remodelé par de nouvelles réglementations ou déréglementations, s'est trouvée associée à une structure de probabilités inconnaissable pour la plupart des agents, sauf pour ceux qui détenaient *a priori* les moyens de l'influencer. L'accroissement radical de l'incertitude a ainsi considérablement valorisé les possibilités d'extraction immédiates de richesses et dévalorisé comparativement tout investissement dans le développement de moyens de production future. Dans le domaine de la production comme dans celui de la consommation, la forme prise par la transition russe a engendré une brusque élévation du taux d'actualisation subjectif<sup>6</sup>.

Le désinvestissement du secteur énergétique n'est qu'une des conséquences de ce phénomène. Dans la mesure où l'essentiel des recettes générées par l'extraction de matières premières consistait en devises issues de l'exportation, elles ont alimenté les fuites de capitaux au lieu de financer l'investissement dans la modernisation de l'appareil productif. L'exportation de matières premières est l'un des principaux canaux par lesquels les ressources productives et financières de la Russie ont été dilapidées au profit du reste monde<sup>7</sup>, dans un processus d'extraction de rente organisé par l'ensemble des entreprises du secteur. Mais le secteur énergétique n'est pas le seul exemple de ce que certains ont qualifié, dans une réminiscence veblénienne, d'« économie de prédation » (Buiter [2000]). On peut identifier le même type de phénomène dans d'autres branches de l'économie russe. Le secteur financier, le commerce et l'industrie ont développé tour à tour des rentes d'information, d'intermédiation, des rentes d'inflation et des rentes financières, des rentes d'arbitrage ou de prix de cession interne, des rentes administratives, fiscales et des rentes de corruption qui ont toutes en commun de valoriser la captation immédiate des ressources permise par l'occupation d'une situation privilégiée, au détriment de l'investissement dans la production de valeur ajoutée. Des études de cas dans les secteurs de l'exploitation forestière (Lehmbruch [1999], Eronen [2000]), du pétrole et du gaz (Shleifer et Treisman [1998], OCDE [1997], Heinrich [2000], Pleines [2000]), des services financiers (Shleifer et Treisman [1998], Renversez [2001]), du commerce (Sapir [1998], Vercueil [2002a]), ou de l'administration (Kuruneri-Millet et Zlotowski [2000], Lotspeich [2000]) fournissent une abondante littérature sur les multiples formes prises par la captation de rentes en Russie.

La généralisation de l'extraction de rentes à l'ensemble des branches de l'économie russe interdit de se satisfaire d'une explication en termes d'héritage ou d'incomplétude des réformes<sup>8</sup>. Elle indique que les fondements du phénomène sont d'ordre systémique : le niveau d'incertitude agrégée sur l'environnement est tel qu'aucun acteur isolé ne peut

---

<sup>6</sup> Par l'expression « taux d'actualisation subjectif », nous voulons qualifier le degré de dépréciation attribué par chaque agent à une somme située à un horizon donné dans le futur.

<sup>7</sup> Sur la période 1992-1999, on peut estimer le montant total des fuites illégales de capitaux à 10 % du PIB russe en moyenne.

<sup>8</sup> Cette explication – qui consiste à présenter le *rent seeking* comme le résultat de réformes insuffisamment radicales - a pourtant été longtemps la seule présentée par les analyses standard de la transition.

rationnellement provoquer un retour vers une logique productive, chacun trouvant avantage à bénéficier de la logique rentière. Ce *lock-in* institutionnel et productif ne peut alors être résolu que par une action publique coordonnée, ce qui dans le cas russe n'a jamais été sérieusement tenté. Lorsque les possibilités d'extraction de rentes finissent par s'épuiser, les agents économiques sont définitivement privés de ressources. Ils alimentent alors la chaîne des impayés qui finit par se propager à l'ensemble des secteurs. La conséquence ultime du processus est le défaut de paiement public et systémique. Il est survenu le 17 août 1998.

### **Les stratégies de la puissance publique et la trajectoire technologique de la Russie**

Il reste à proposer une lecture des stratégies récentes et actuelles de la puissance publique en Russie, pour en dégager les questions principales qui se posent au pouvoir présent, notamment en matière de développement technologique. Pour cela, il est nécessaire de se démarquer quelque peu de l'approche veblenienne de l'institution.

Sans contredire la définition que T. Veblen donne de l'institution (Veblen [1899]), mais en intégrant les approches ultérieures qui ont insisté sur sa dimension collective (Commons [1935]) et ses propriétés informationnelles et coordonnatrices (Boyer [1986], North [1990], Aoki [2001]), nous considérerons ici l'institution comme un *dispositif collectif de production de règles*. Cette approche ajoute à l'acception actuellement dominante une dimension génératrice qui nous paraît nécessaire pour comprendre les fonctionnements et éventuels dysfonctionnements des institutions et clarifier la distinction nécessaire à notre sens entre règles et institutions.

Toute institution ne peut jouer son rôle qu'à la condition de conserver son caractère souverain. Par ce terme, emprunté à l'analyse de l'institution monétaire proposée par M. Aglietta et A. Orléan (Aglietta et Orléan [1982], p. 29), nous voulons caractériser une situation asymétrique, dans laquelle l'influence de l'institution sur les comportements individuels est supérieure à celle qu'ils exercent sur elle en retour. Pour cela, l'institution mobilise des ressources et renouvelle la légitimité dont elle dispose auprès du collectif qui l'a constitué en assurant la continuité de l'exercice des fonctions stabilisatrices, simplificatrices et coordonnatrices de ses règles (Vercueil [2002a], pp. 268-272). Dans le cas russe, la souveraineté des institutions publiques a très tôt été mise à mal. La notion même d'Etat ne jouissait pas d'une forte légitimité aux débuts de la transition, étant assimilée à l'arbitraire du parti unique caractéristique de la période soviétique. En outre, les stratégies menées par les gouvernements successifs ont non seulement échoué à stabiliser et simplifier l'environnement des agents privés, mais ont contribué au contraire à élever le niveau d'incertitude entourant les décisions individuelles et collectives. Elles ont par ailleurs rapidement abouti à une érosion des ressources dont disposait initialement l'action publique, tantôt par le biais d'une politique fiscale désastreuse qui, conjointement à la dépression, sapait les revenus des agences gouvernementales, tantôt par le biais de privatisations dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont pas abouti à redresser les finances de l'Etat. La stratégie de réforme engagée initialement par les autorités en Russie s'est traduite par une destruction remarquablement rapide des fondements de la souveraineté des institutions publiques. Dans ce contexte, il est rapidement apparu que l'Etat ne bénéficiait plus de cette asymétrie vis-à-vis des agents privés qui permet d'entretenir une stratégie active. Au fur et à mesure que la crise s'approfondissait, l'Etat est devenu l'enjeu de conflits d'intérêts privés qui ont surdéterminé les politiques mises en œuvre. La généralisation de la corruption et de l'abus de biens publics n'est qu'une des dimensions de l'émergence d'un «soft state» (Dunlop [1999]), dont la caractéristique principale est d'être absorbé par les stratégies privées – orientées en Russie vers la captation de rentes. L'asymétrie de l'ouverture extérieure de l'économie et la faiblesse relative du

soutien international à la transition russe trouvent leur explication dans le rôle croissant joué par les divers groupes de pression au sein de l'appareil d'Etat, dont l'équilibre changeant des forces a façonné la politique (Vercueil [2002a], pp. 180-190 et 294-299).

La crise d'août 1998 a constitué un choc d'ampleur sans précédent. Ses conséquences sur les stratégies menées par la puissance publique ont été immédiates. L'économie et la société russe semblent avoir depuis lors quitté la trajectoire empruntée durant les années 1990. A partir de l'année 1999, la reconstruction progressive de la légitimité de l'Etat et la mise en œuvre d'une stratégie active du gouvernement ont été les deux faits majeurs de l'évolution institutionnelle et politique. Le redressement de la production et de l'investissement a permis de dégager de nouvelles marges de manœuvre pour l'action publique, aidée également par un environnement international plus favorable (Tableau 2). En même temps, la situation économique et sociale a donné quelques signes d'amélioration – le PNB par habitant a augmenté de plus de 22 % et l'espérance de vie à la naissance s'est redressée -, dont le dernier en date est la reprise de la natalité en 2002.

**Tableau 2. Evolution récente de l'activité économique et des ressources de l'Etat en Russie (1998-2002)**

	1998	1999	2000	2001	2002 <sup>o</sup>
<b>PIB, %</b>	-4,9	+5,4	+9,0	+5,0	+4,1
<b>Production industrielle, %</b>	-5,2	+11,0	+11,9	+4,9	+3,7
<b>Investissement productif, %</b>	-12,0	+5,3	+17,4	+8,7	+2,5
<b>Chômage BIT (% fin de période)</b>	11,8	11,7	10,2	9,0	7,1
<b>Balance des transactions courantes (milliards de \$)</b>	+0,2	+24,6	+46,8	+34,8	+24,0
<b>Recettes publiques (% PIB)</b>	11,0	12,6	15,5	17,6	20,2
<b>Dépenses publiques (% PIB)</b>	16,9	13,9	14,3	14,6	17,3
<b>Solde budgétaire (% PIB)</b>	-5,9	-1,4	+1,2	+3,0	+2,9

Sources : Goskomstat, Banque centrale de Russie, Ministère de l'économie et du commerce de la Fédération de Russie. <sup>o</sup> : estimations provisoires.

Les questions posées au pouvoir russe ont, elles aussi, évolué. Il s'agit désormais de déterminer à quelles conditions la croissance économique et la stabilisation institutionnelle peuvent être consolidées à moyen et long terme. Sortant de la logique de transition, la Russie entre dans une logique de développement. Dans cette nouvelle problématique, le rôle des choix technologiques s'avérera déterminant.

La littérature sur les sources de la croissance économique tend à accorder une place croissante à la technologie. L'étude comparative des trajectoires technologiques des pays industrialisés est souvent considérée comme un moyen d'expliquer leurs performances économiques. A la suite des travaux de M. Porter notamment, les fondements de la compétitivité des pays avancés sont souvent assimilés à la capacité à maîtriser les technologies émergentes (Porter [1990], Porter [2002]). Dans cette perspective, de nombreux travaux soulignent le rôle dominant joué par les stratégies publiques et privées de développement technologique (Dosi *et alii* [1998], OCDE [2001b], Touffut [2002]). Dans une analyse comparative des politiques de développement technologique conduites au sein des pays de l'OCDE, P. Patel et K. Pavitt tentent d'identifier les facteurs de différenciation des performances économiques dans les années 1980. Leur conclusion est que les pays ayant obtenu les meilleures performances sont ceux qui ont mis en œuvre une stratégie systématique de planification de l'accumulation de technologies. Cette stratégie a conduit à une différenciation technologique croissante des entreprises nationales, qui à son tour a produit des performances économiques supérieures. Ont ainsi été constitués des « systèmes nationaux d'innovation dynamiques », qui

« reconnaissent que les activités technologiques ne sont pas des investissements ordinaires. En plus des résultats tangibles sous la forme de produits, de procédés et de profits, ils induisent aussi l'accumulation d'actifs importants mais intangibles, sous la forme de processus irréversibles l'apprentissage technologique, organisationnel et commercial, qui leur permettent de tirer parti d'investissements ultérieurs, qu'ils n'auraient pas pu réaliser autrement » (Patel et Pavitt [1998], p. 312).

Ces systèmes nationaux d'innovation sont comparés à leur concurrents moins heureux, qualifiés de « systèmes myopes » qui traitent les investissements technologiques comme tout autre forme d'investissement, limitant leurs chances d'être sélectionnés par les entreprises dans un contexte de préférence forte pour la rentabilité à court terme<sup>9</sup>.

Les implications de ces observations pour l'analyse du cas russe sont trop nombreuses pour être étudiées dans le détail dans le cadre de ce travail. En particulier, il faudrait pour cela étudier précisément les conditions dans lesquelles des analyses menées sur les pays les plus avancés peuvent être transférées à un pays comme la Russie, dont le retard en termes de technologies émergentes est considérable. Il convient cependant de remarquer que les récentes propositions de stratégie de développement à moyen et long terme sont conscientes de ce retard et de l'enjeu que représente la mise en œuvre d'un programme de rattrapage technologique pour la durabilité de la croissance (State Council of the Russian Federation [2001]). La question de la puissance militaire de la Russie est bien entendu au cœur de ces préoccupations, la Russie ayant abandonné environ 80 % de son potentiel de production militaro-industriel entre 1991 et 1998 (Rosenfielde [2002]).

La transformation, en partie délibérée, du mode d'insertion de la Russie dans l'économie mondiale a exercé un impact tout à fait déterminant sur la reprise de sa croissance. A la suite de la dévaluation, l'adoption d'un mode de gestion opportuniste du taux de change réel et du moratoire sur la dette souveraine s'est avérée efficace en permettant à la Russie de résoudre le problème posé par le renchérissement relatif de ses échéances de remboursement tout en améliorant sa notation financière internationale (Vercueil [2001]). Cette stratégie s'est trouvée aidée à partir du deuxième semestre 1999 par la remontée des prix mondiaux des hydrocarbures, mais a également su tirer parti de cet effet d'aubaine pour les finances publiques tout en gardant le contrôle sur l'inflation.

A l'abri de la protection temporaire offerte par la dévaluation, de nombreuses productions industrielles ont pu redémarrer, à la faveur d'une remontée du taux d'utilisation des capacités productives puis d'une reprise de l'investissement, lorsque la demande intérieure est venue conforter la reprise de l'activité. Toutefois, l'année 2003 marque la fin de cette période de rebond conjoncturel, les gains de productivité et le renouvellement de la base technologique de la Russie n'ayant pas été suffisamment dynamiques pour écarter les menaces d'une

---

<sup>9</sup> En définitive, les différences essentielles entre les systèmes myopes et les systèmes dynamiques tiennent, selon les auteurs, en trois types d'institutions : 1° le système financier soutenant l'activité productive. Les variables de différenciation sont le poids relatif accordé aux performances à long terme et la capacité à mobiliser l'information et les compétences nécessaires pour évaluer les actifs intangibles fondant la compétitivité des entreprises ; 2° les méthodes de management des entreprises. Les facteurs de différenciation sont alors le poids relatif accordé aux compétences financières par rapport aux compétences techniques et industrielles dans les équipes de direction ; 3° le système de formation et d'éducation. L'élément discriminant est le degré de cohésion du système éducatif dans son ensemble, les systèmes les plus performants étant ceux qui parviennent à limiter l'écart de qualification entre les actifs issus de l'enseignement supérieur et les autres travailleurs (Patel et Pavitt [1998], pp. 311-312).

nouvelle période de récession, au fur et à mesure que l'appréciation du taux de change réel se poursuivra (Tableau 2). Dans ce contexte, la Russie est-elle en mesure de reconstituer sur les débris du système soviétique et après dix ans d'arriération technologique accélérée, un « système national d'innovation dynamique » au sens de P. Patel et K. Pavitt ?

L'objectif prioritaire des travaux russes récents sur le développement économique à long terme de la Russie est la mise en œuvre d'une politique de revitalisation du potentiel technologique, visant à relier les acteurs nationaux et internationaux, publics et privés, de l'enseignement, la recherche et l'innovation (Trofimova [2000], State Council of the Russian Federation [2001], NSI [2002]). La Russie se caractérise notamment par la faiblesse des liens entre recherche fondamentale et recherche appliquée, et entre instituts publics de recherches et entreprises innovantes. Les entreprises russes souffriraient d'un « déficit informationnel » en matière d'innovation, que la faible mobilité des cadres expliquerait en partie (Trofimova [2000], p. 33). Il nous semble toutefois que la division par 3,3 des crédits publics à la recherche, la chute de 50 % des embauches dans le secteur de la R & D, l'émigration annuelle de 1000 à 2000 personnels de recherche depuis 1989 ont joué un rôle incomparablement plus puissant dans la dégradation du potentiel technologique russe. Du fait de la chute de l'activité d'innovation enregistrée en Russie depuis les débuts de la transition, le degré de dépendance envers les technologies étrangères a été multiplié par deux, tandis que l'incidence des technologies russes dans le monde, encore perceptible dans les années 1980, est désormais insignifiante.

La Russie fait néanmoins partie du petit nombre de nations dont le niveau scientifique et le niveau de qualification de la main d'œuvre sont de nature à permettre le développement d'industries de haute technologie à fort potentiel concurrentiel. En 1996, le « programme pour le développement d'une base technologique nationale » élaboré par les autorités russes identifiait 70 « technologies critiques » pour la compétitivité de l'économie nationale, parmi lesquelles 19 étaient réputées maîtrisées par les entreprises russes. D'autres évaluations émanant de chercheurs russes estimaient à 10 à 15 % la part des technologies clefs produites par les entreprises russes. En 1999, la Russie occupait le 18<sup>ème</sup> rang mondial par la taille de son enseignement supérieur, et le 17<sup>ème</sup> par le niveau de la formation de ses ingénieurs et scientifiques. En revanche, du point de vue de ses ressources technologiques agrégées, elle se situait au 55<sup>ème</sup> rang mondial (Trofimova [2000], p. 34).

Il existe donc désormais un consensus au sein des autorités russes sur la nécessité de mettre en œuvre une stratégie de développement en rupture avec les expériences passées, dans laquelle la stimulation de la production et de l'acquisition de technologies – notamment par la attraction de l'investissement direct étranger et les transferts de technologie associés – jouerait un rôle central. Pour y parvenir, la consolidation de la stabilisation institutionnelle engagée depuis trois ans et l'accélération des réformes structurelles sont généralement considérées comme nécessaires, dans un cadre concurrentiel marqué par la perspective de l'accession à l'OMC (NSI [2002], Vercueil [2002b]). Le redressement du système éducatif, de formation et de l'appareil de recherche, la transformation du système financier et la gestion de l'ouverture à l'extérieur sont trois axes stratégiques dans cet objectif. Mais les perspectives d'un rattrapage technologique de l'occident restent bien maigres. Même si l'exemple de certains pays d'Europe centrale et orientale montre qu'une insertion réussie du tissu industriel dans l'économie mondiale est possible, l'expérience accumulée en matière d'analyse empirique et théorique des trajectoires technologiques nationales suggère que les retards initiaux sont aujourd'hui difficilement rattrapables, même en plusieurs décennies (Pavel et Pavitt [1998], Nelson [1998], Amable et Petit [2002]). En matière de stratégie d'ouverture, la stimulation des investissements directs étrangers peut être un moyen de revitaliser certains

secteurs industriels. Mais elle ne saurait à elle seule constituer une solution pour sortir de la « trajectoire technologique basse » dans laquelle la Russie est actuellement enfermée : les transferts nécessaires seraient démesurés par rapport aux capacités d'absorption de l'économie russe et les stratégies technologiques des firmes multinationales restent malgré tout étroitement nationales (Pavel et Pavitt [1998]). On ne peut donc formuler à ce stade de pronostic excessivement optimiste sur la capacité de la Russie à corriger sa trajectoire technologique, même si le changement de stratégie enregistré depuis trois ans a d'ores et déjà produit des résultats positifs.

## **Conclusion**

A partir d'une approche veblenienne de l'interaction entre changement institutionnel et technologie, nous avons proposé une analyse de la trajectoire récente de l'économie russe. Si les analyses de T. Veblen fournissent un cadre intéressant pour la compréhension des enjeux fondamentaux du cas russe, il nous semble qu'elles sous-évaluent le rôle des stratégies privées et publiques dans le changement institutionnel et technologique. L'approche doit alors être complétée par une analyse des modalités et des conséquences possibles de l'action collective, dans une perspective que nous avons qualifiée par ailleurs d'« économie institutionnelle du changement » (Vercueil [2002a]). Cette perspective tente de combiner les approches institutionnalistes et évolutionnistes contemporaines pour proposer une lecture cohérente des évolutions économiques en cours, articulant les innovations technologiques et institutionnelles aux politiques menées par les acteurs publics et privés. Le rôle des stratégies se trouve ainsi réévalué : elles jouent un rôle essentiel de médiation entre le changement institutionnel et l'évolution technologique. Le recours à la notion de stratégie permet de mieux comprendre le sens donné par R. Nelson aux institutions lorsqu'il les qualifie de... « technologies sociales » (Nelson [2002]).

## Références bibliographiques :

Aglietta M., Orléan A. [1982] : *La violence de la monnaie*. Paris : Presses Universitaires de France.

Amable B., Petit P. [2002] : « La diversité des systèmes sociaux d'innovation et de production dans les années 1990 », in Touffut [2002], pp. 23-66.

Aoki M. [2001] : *Toward a Comparative Analysis of Institutions*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Bogomolov O. [1989] : *Socialisme et compétitivité. Les pays de l'Est dans l'économie mondiale*. Paris : Presses de la FNSP.

Boyer R. [1986] : *La théorie de la régulation. Une analyse critique*. Paris : La Découverte.

Boyer R. [1993] : "La grande transformation à l'Est : une lecture régulationniste", *mimeo*, préface à l'édition japonaise de Boyer R., Yamada T. (Eds.) *La grande transformation du socialisme*.

Brabant van J. [1991] : « The Demise of the CMEA : the Agony of Inaction », *Osteuropa-Wirtschaft*, n°36, pp. 234-254.

Brette O. [2003] : « Thorstein Veblen's Theory of Institutional Change : Beyond Technological Determinism ? », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 10, n°3, à paraître.

Brunet R., Eckert D., Kolossov V. [1995] : *Atlas de la Russie et des pays proches*. Paris : Reclus – La Documentation Française.

Buiter W. [2000] : « From Predation to Accumulation ? The Second Transition Decade in Russia », *Economics of Transition*, vol. 8, n°3, pp. 603-622.

Commissariat Général au Plan [1993] : *La transition en Europe : économie privée et action publique*. Paris : La Documentation Française.

Commons J. R. [1935:1961] : *Institutional Economics*. Rééd. (1961) Madison : University of Wisconsin Press.

Dosi G., Pavitt K., Soete L. (ed.) [1990] : *The Economics of Technical Change and International Trade*. New-York : Harvester Wheatheaf.

Dosi G., Teece D. J., Chytry J. (ed.) [1998] : *Technology, Organization, and Competitiveness*. New-York : Oxford University Press.

Dunlop J. B. [1999] : « Shifting Through the Rubble of the Yeltsin Years », *Jamestown Foundation Policy Paper*. Disponible sur le site [www.russia.jamestown.org](http://www.russia.jamestown.org).

Economic Commission for Europe [1992] : *Economic Bulletin for Europe*. Geneva : United Nations.

Ellman M. [2000] : « The Social Costs and Consequences of the Transformation Process », contribution au *VI ICCEESS World Congress*. Tampere (Finland) : 29 July – 3 August 2000.

Eronen J. [2000] : « Have Soviet Industrial Complexes Become Competitive Clusters ? Case : Forest Industry Complex », contribution au *VI ICCEESS World Congress*. Tampere (Finland) : 29 July – 3 August 2000.

Heinrich A. [2000] : « Globalization of the Energy Sector in Russia : The Case of Gazprom », contribution au *VI ICCEESS World Congress*. Tampere (Finland) : 29 July – 3 August 2000.

Holzman F. [1987] : *The Economics of Soviet Bloc Trade and Finance*. London : Westview Press.

IMF [2000] : « Transition : Experiences and Policy Issues », *World Economic Outlook*, vol. 2, October. Washington, D. C. : International Monetary Fund.

Jordan A. [1999] : *De la crise industrielle des années 1970 à celle de la Russie post-soviétique : ruptures et continuités*, Thèse de doctorat de sciences économiques. Grenoble : Université Pierre Mendès-France.

Kontorovich V. [2000] : « The Russian health Crisis and the Economy », contribution au *VI ICCEESS World Congress*. Tampere (Finland) : 29 July – 3 August 2000.

Kornai J. [1992] : *The Socialist System : the Political Economy of Communism*. Princeton : Princeton University Press.

Kornai J. [1999:2001] : « The System Paradigm », Collegium Budapest, *Discussion Paper Series*, n°58, July 1999, trad. fr. (2001) « Le paradigme systémique », in Kornai [2001], pp. 73-90.

Kornai J. [2001] : *La transformation économique postsocialiste*. Paris : Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Kouznetsov V. [1997] : *Les réformes russes ont-elles une logique ?* Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Kozul-Wright R., Rayment P. [1997] : « The Institutional Hiatus in Economics in Transition and its Policy Implications », *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 21, n°5, pp. 641-661.

Kuruneri-Millet A., Zlotowski Y. [2000] : « Le droit dans l'économie russe : une présence ambivalente », *Revue Française de Géo-économie*, n°13, pp. 81-98.

Lavigne M. [1973] : *Le Comecon. Le programme du Comecon et l'intégration socialiste*. Paris : Cujas.

Lotspeich R. [2000] : « Borders and Crime : Criminogenic Effects of Integrating Eastern and Western Europe », contribution au *VI ICCEESS World Congress*. Tampere (Finland) : 29 July – 3 August 2000.

Luft C. [1991] : « La dissolution du CAEM... et après ? », *Economie et Prospective Internationale*, n°46, pp. 5-22.

Malleret T. [1992] : *Les transferts de technologie non négociés à l'Ouest à destination de l'URSS et leur contribution au potentiel militaire soviétique*, Thèse de doctorat en socio-économie du développement. Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Nelson R. [1996] : *The Sources of Economic Growth*. Cambridge : Harvard University Press.

Nelson R. [1998] : « The Co-Evolution of Technology, Industrial Structure, and Supporting Institutions », in Dosi et alii [1998], pp. 319-335.

Nelson R. [2002] : « Physical and Social Technologies, and their Evolution », communication au colloque *Institutionnalismes et évolutionnismes. Confrontation autour de perspectives empiriques*. Lyon : 2-3 décembre 2002.

North D. [1990] : *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge : Cambridge University Press.

NSI [2002] : *Narodnokhozjajstvennye Poslestvija Prisoedinenija Rossii k VTO (Conséquences macro-économiques de l'accession de la Russie à l'OMC)*. Moskva : Rossijskoj Akademii Nauk – NSI.

OCDE [1995] : *Etude économique : la Fédération de Russie*. Paris : OCDE.

OCDE [2001a] : *Fédération de Russie : la crise sociale*. Paris : OCDE.

OCDE [2001b] : *Perspectives de la sciences, de la technologie et de l'industrie*. Paris : OCDE.

Patel P., Pavitt K. [1998] : « Uneven (and divergent ) Technological Accumulation among Advanced Countries : Evidence and a Framework of Explanation », in Dosi *et alii* [1998], pp. 289-317.

Pleines H. [2000] : « Rent-Seeking Networks in the Russian Economy. Result of Soviet Traditions or Flexible Adaptation ? », contribution au *VI ICCEESS World Congress*. Tampere (Finland) : 29 July – 3 August 2000.

Porter M. [1990] : *The Competitive Advantage of Nations*. New York : The Free Press.

Porter M. [2002] : « Building the Microeconomic Foundations of Prosperity : Findings from the Microeconomic Competitiveness Index », in World Economic Forum [2002] pp. 23-45.

Portes R. [1994] : « Transformational Traps », *Economic Journal*, n°104, pp. 1178-1189.

Renversez F. [2001] : « La transition inaboutie du système financier en Russie », *Diogenes*, n°194, pp. 133-145.

Rosenfelde S. [2002] : « Russian Competitiveness : 'Rule of Men ', Rent-Seeking, Predation and Structural Militarization », *RECEP Policy Paper*, September 2002.

Sapir J. [1992] : *Feu le système soviétique ?* Paris : La Découverte.

Sapir J. [1998] : *Le krach russe*. Paris : La Découverte.

Shleifer A., Treisman D. [1998] : *Environnement économique et politique de transition vers l'économie de marché. La Russie*. Paris : OCDE.

Soos K. Ivleva E., Levina I. [2002] : « The Russian Manufacturing Industry in the Mirror of its Exports to the European Union », *RECEP Research Paper*, 18 March 2002.

State Council of the Russian Federation [2001] : *Concept of Strategic Development of Russian for the Period Ending in 2010*. Moskva : I.S.E.P.N.

Treivich [1995] : « Le monopolisme industriel », in Brunet et alii [1995], pp. 56-59.

Trofimova I. [2000] : « Tekhnologitcheskij i Trudovoj Resursy Konkurentosposobnosti Rossii : Sostojanije i Perspektivy (Ressources technologiques et de main d'œuvre pour la compétitivité Russe : situation et perspectives )», *Voprosy Statistiki*, n°9, pp. 32-40.

Touffut J.-P. (dir.) [2002] : *Institutions et innovation. De la recherche aux systèmes sociaux d'innovation*. Paris : Albin Michel.

Veblen T. [1899:1970] : *Théorie de la classe de loisirs* (trad. fr. de *Theory of the Leisure Class*, Allen and Unwin, 1899). Paris : Gallimard.

Vercueil J. [2001] : « La politique commerciale de la Russie (1992-2000). De la prédation à la reprise en main ? », *Le courrier des pays de l'Est*, n°1012, pp. 4-19.

Vercueil J. [2002a] : *Transition et ouverture de l'économie russe. Pour une économie institutionnelle du changement*. Paris : L'Harmattan.

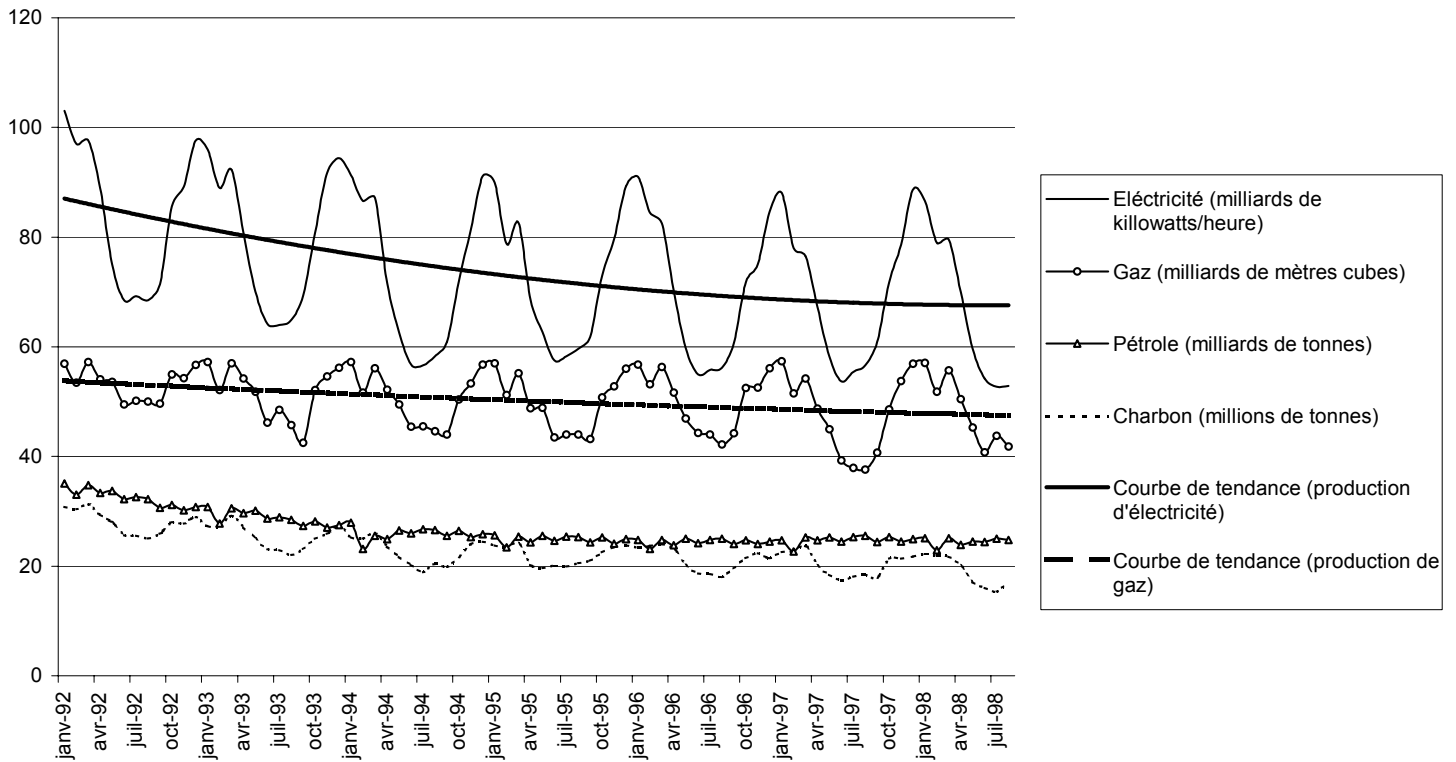
Vercueil J. [2002b] : « Vstuplenie Rossi v VTO : Vybor Strategii (L'accession de la Russie à l'OMC : le choix d'une stratégie) », *Problemy Prognozirovaniya*, n°5, pp. 75-93.

World Bank [2000] : *Making Transition Work for Everyone : Poverty and Inequalities in Europe and Central Asia*. Washington, D. C. : The World Bank.

World Bank [2002] : *Transition : the First Ten Years*. Washington, D. C. : The World Bank.

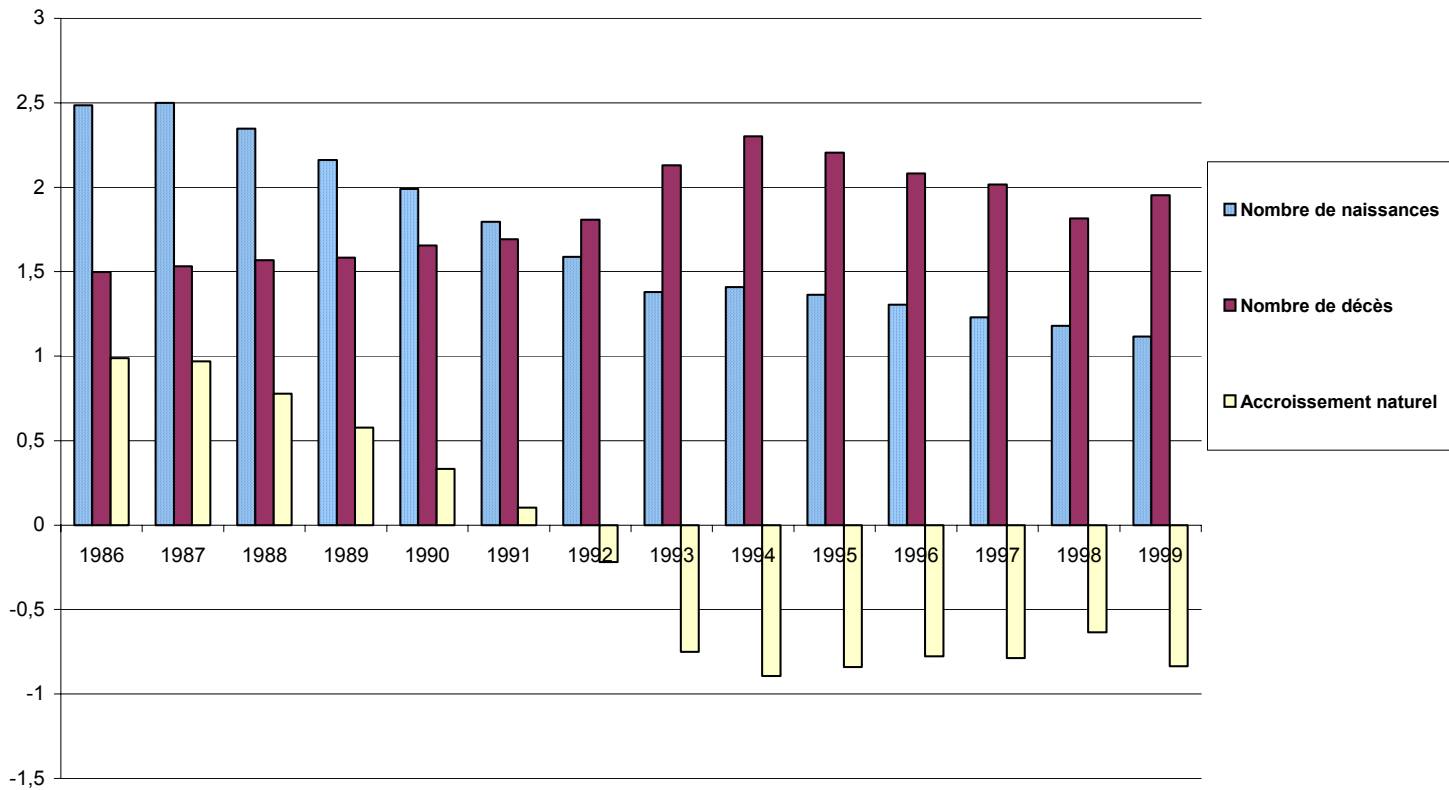
World Economic Forum [2002] : *The Global Competitiveness Report 2002*. New York : Oxford University Press.

**Graphique 1. Evolution des principales productions énergétiques en Russie  
(janvier 1992 - août 1998, données non CVS)**



Source : Russian Economic Trends Database

**Graphique 2. Evolution démographique de la population russe  
(1986-1999, millions d'habitants)**



Sources : Goskomstat